



Eco-tidien

Hebdomadaire d'informations économiques et financières - **Récépissé N°0127/RDDJ/C19/BRP du 06 avril 2011**



LÉONCE YACÉ,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE NSIA BANQUE CÔTE D'IVOIRE

« Nous discutons de certaines opportunités sur le marché bancaire camerounais »

Le marché bancaire camerounais pourrait bientôt connaître l'arrivée d'un nouvel acteur de poids. Déjà bien implanté dans le pays à travers ses activités d'assurance, le groupe ivoirien NSIA ambitionne de renforcer sa présence en y créant une filiale bancaire d'ici 2026. P.3

ENERGIE, AGRICULTURE, MINES, ROUTES, GOUVERNANCE...

Les perspectives optimistes de Paul Biya pour l'année 2025

Dans son discours de fin d'année 2024, le président Paul Biya a fait le bilan de l'année écoulée et présenté plusieurs projets visant à accélérer le développement économique du Cameroun en 2025. Ces initiatives couvrent des secteurs clés tels que l'agriculture, les mines, l'industrie, l'énergie et les infrastructures routières... P.7



COMMERCE EXTERIEUR

Les perspectives sont reluisantes pour le terminal à conteneurs du Port de Douala

En réponse à l'invitation de Cyrus Ngo'o, Directeur général du Port de Douala, le Directeur Général des Douanes, FONGOD Edwin NUVAGA, a procédé jeudi 02 janvier 2025 à la visite guidée des installations du terminal à conteneurs du Port de Douala. Cette visite guidée s'inscrit dans le cadre de la célébration du 5ème anniversaire de la reprise réussie de l'exploitation du terminal à conteneurs par le PAD, après 15 années de concession aux multinationales. P.10



SUNU ASSURANCES CAMEROUN

Vincent Ongono, promu au poste de Directeur général

« J'ai le plaisir de vous annoncer que je commence un nouveau poste de Directeur Général SUNU Assurances IARD Cameroun chez SUNU Assurances IARD Cameroun » peut-on lire ce vendredi 3 janvier 2025, sur le profil LinkedIn de Vincent Ongono. Précédemment Directeur général Adjoint dans la même entreprise.





REPUBLIQUE DE GUINEE
 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

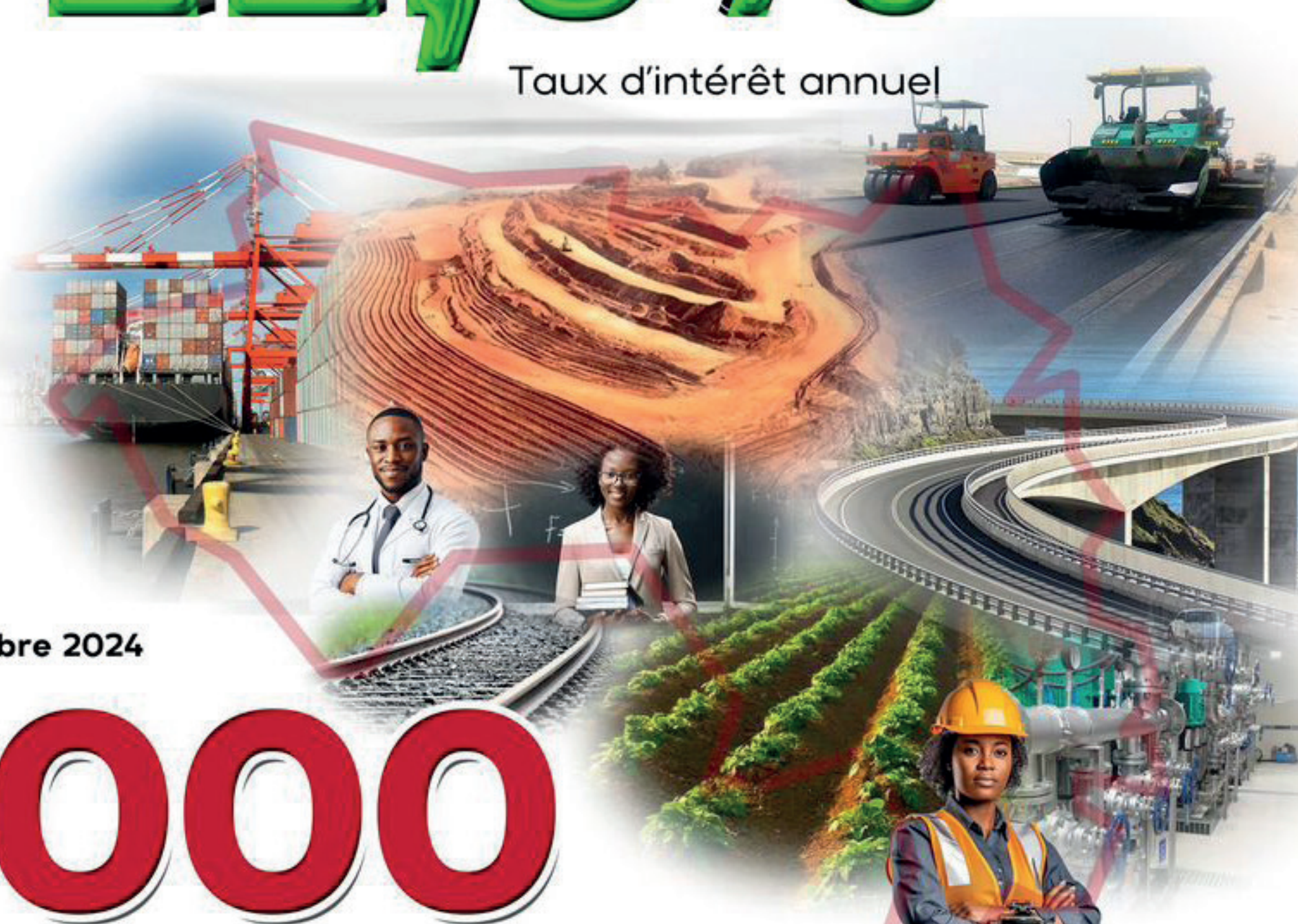


EMPRUNT OBLIGATAIRE

Par appel public à l'épargne sur le marché national en Guinée

12,50%

Taux d'intérêt annuel



Du 1er au
 31 Décembre 2024

2000 milliards GNF

Maturité

06 ans

Amortissement
 du capital

Annuel

Fiscalité

**Titres Affranchis
 d'Impôts et Taxes**

Valeur
 nominale

5millions de GNF

Arrangeur



Afriland First Bank

SECTEUR BANCAIRE

« Nous discutons de certaines opportunités sur le marché bancaire camerounais » Léonce Yacé, directeur général de NSIA Banque Côte d'Ivoire

Le marché bancaire camerounais pourrait bientôt connaître l'arrivée d'un nouvel acteur de poids. Déjà bien implanté dans le pays à travers ses activités d'assurance, le groupe ivoirien NSIA ambitionne de renforcer sa présence en y créant une filiale bancaire d'ici 2026. Une annonce faite récemment par Léonce Yacé, directeur général de NSIA Banque Côte d'Ivoire par ailleurs directeur général adjoint du groupe pôle banque et finance, lors d'un entretien accordé à Jeune Afrique.



Léonce Yacé, Directeur Général de NSIA Banque Côte d'Ivoire

Dans un contexte marqué par le désengagement progressif de certains groupes bancaires internationaux, à l'instar de Société Générale, NSIA explore actuellement des opportunités de rachat d'une filiale bancaire. « Nous discutons de certaines opportunités sur le marché bancaire camerounais, notamment le rachat de filiales de groupes bancaires internationaux désirant se retirer du pays. Nous nous attendons à un dénouement pour le premier semestre 2025. Si nous ne sommes pas retenus, nous créerons une filiale en 2026. La décision est prise de nous implanter dans la zone CEMAC, où nous sommes présents dans l'assurance, mais pas encore dans la

son appui à travers une correspondance du ministre des Finances adressée à ses homologues des pays ciblés. Cette lettre détaille les raisons pour lesquelles le gouvernement ivoirien soutient ce projet et s'engage à garantir le respect des engagements pris par le groupe.

« Pour un projet de cette nature, nous avons pressenti qu'un gouvernement qui nous verrait arriver serait curieux de savoir ce qu'en pense celui de Côte d'Ivoire, puisque nous sommes d'abord un groupe ivoirien. Nous avons donc soumis notre projet aux autorités pour leur indiquer comment nous entendions œuvrer à l'expansion du pôle

banque, en commençant par le Cameroun », explique Léonce Yacé. En clair, le Cameroun servirait donc de porte d'entrée à l'expansion régionale de NSIA.

Conscient des enjeux stratégiques d'une telle expansion, le groupe ivoirien a pris soin de s'assurer du soutien des autorités de son pays. En juin dernier, le Conseil présidentiel ivoirien a validé cette ambition d'expansion. Le gouvernement ivoirien a expressément exprimé

bancaire du groupe. En juin, le Conseil présidentiel a décidé de soutenir notre ambition », précise Léonce Yacé.

Outre cet appui, NSIA s'appuie sur des partenaires financiers internationaux pour concrétiser son projet. La Société Financière Internationale (SFI), filiale du Groupe Banque mondiale dédiée au secteur privé, a exprimé son soutien en rédigeant une lettre de soutien. Elle s'engage également à financer le projet via une dette senior et des émissions d'obligations convertibles. Afreximbank, institution panafricaine de financement, a pour sa part proposée des solutions concrètes pour accompagner l'acquisition des filiales ciblées. « Pour mener à bien ces opérations, nous avons besoin également de bailleurs et de partenaires internationaux. SFI, avec laquelle nous entretenons une relation de longue date, a rédigé une lettre de soutien. Nous avons aussi conclu un accord pour un accompagnement sous forme de dette senior et d'émissions d'obligations convertibles, avec, in fine, l'entrée au capital du groupe [entre 20 et 25 %] », ajoute Léonce Yacé.

Une arrivée stratégique

Si NSIA Banque parvient à concrétiser son projet, elle deviendra la deuxième banque ivoirienne à s'implanter au Cameroun, après Banque Atlantique, détenue par Bernard Koné Dossongui. Cette arrivée viendrait

enrichir l'offre bancaire locale, dans un contexte où les autorités camerounaises ambitionnent de diversifier le secteur financier. L'objectif fixé par le gouvernement est d'atteindre 30 banques en activité d'ici 2030, afin de stimuler l'accès du grand public aux services financiers.

Actuellement, le secteur bancaire camerounais, animé par 19 banques, affiche une dynamique soutenue, avec un encours de crédits qui atteignent 5 606,7 milliards de FCFA à fin juin 2024, selon les données du marché. L'arrivée de NSIA Banque, avec son expertise et ses ambitions, pourrait contribuer à renforcer cette offre.

Précisons que cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large du groupe NSIA, qui vise à consolider sa position en Afrique centrale tout en unifiant ses activités. Ce choix stratégique repose sur l'idée de « proposer à nos clients une démarche commerciale unifiée. Nous devons pouvoir leur offrir l'ensemble des produits et services, assurances et banque, du groupe dans chaque filiale du pays d'implantation », explique le responsable. Que ce soit par un rachat ou par la création d'une nouvelle filiale, le groupe entend ainsi devenir un acteur incontournable du secteur bancaire dans la CEMAC.

André Noir

RECAPITALISATION

Access Bank envisage une augmentation de son capital de 143 milliards de Fcfa

Access Bank, l'une des principales banques du Nigeria, a levé plus de 351 milliards de nairas (environ 143 milliards de Fcfa), lors d'une offre de droits, a annoncé le mardi 24 décembre sa maison mère, Access Holdings. Cette levée de fonds permet au groupe bancaire de procéder à une augmentation de son capital par le biais de l'émission de 17 772 612 811 actions ordinaires de 50 kobo chacune à 19,75 kobo l'action.

Grâce à cette opération, le capital social de la banque devrait atteindre 600 milliards de nairas, soit 100 milliards de nairas (20%) au-dessus du minimum requis pour les banques internationales opérant dans le pays.

Selon les nouvelles exigences en matière de capital minimum, les banques commerciales autorisées à exercer à l'échelle internationale doivent porter leur capital minimum à 500 milliards de nairas contre 200 milliards de nairas pour celles exerçant au niveau national et 50 milliards de nairas pour les banques commerciales opérant au niveau régional. Cette mise en conformité doit être effectuée au plus tard en mars 2026.

Avec cette levée de fonds, qui a obtenu l'approbation réglementaire de la Banque centrale du Nigeria (CBN) et de la Securities and Exchange Commission, le groupe

bancaire nigérian se positionne comme le premier à satisfaire à ces exigences de capital minimum avant la date limite réglementaire.

« La marque Access a toujours eu une forte résonance sur les marchés financiers locaux et internationaux. Depuis 2004, Access Bank a levé des milliards de dollars pour répondre aux directives successives de recapitalisation de la CBN », a déclaré le président d'Access Holding, Aigboje Aig-Imoukhuede (photo). Et d'ajouter : « nous sommes heureux que cette fois-ci, nous soyons les premiers à franchir le pas. Le succès de l'émission de droits démontre la résilience du marché des capitaux nigériens, et renforce la confiance de nos actionnaires dans la valeur actuelle et le potentiel de notre société ».

Au-delà de la conformité réglementaire, les fonds levés permettront au groupe de financer son expansion à travers le monde et notamment sur les marchés marocain et

égyptien, apprend-on. La banque nigérienne est présente sur trois continents avec plus de 700 succursales et points de service.

Ces dernières années, Access Holding a adopté une stratégie offensive à l'échelle internationale pour élargir son réseau de franchises. Ainsi, l'institution a acquis les filiales de Standard Chartered en Angola et en Sierra Leone, et travaille à finaliser la reprise de celles situées au Cameroun, en Gambie et en Tanzanie. Cette année, Access Holding a également



acquis African Banking Corporation Holdings Limited (ABC) en Tanzanie, ainsi qu'AfrAsia Bank.

Omer Kamga

Eco-tidien

Journal d'information économique et financière

Siège Social et Rédaction, Akwa - Douala
Récépissé de déclaration
N°000127/RDDJ/C19/BRP du 06 Avril 2011
B.P. : 13096 Douala
Tél. : 677 239 567 / 696 820 394
Mail : journal.ecotidien@gmail.com
Web : www.ecotidien.com

DIRECTEUR DE PUBLICATION
ET REDACTEUR EN CHEF
Bertrand ABEGOUMEGNE

CONSEIL EDITORIAL
Cyrille ONANA, Ludovic FANSI
Alain MINOUE

REDACTION CENTRALE
Elise NGUELE, Cédric BOYOMO,
Christian ADONG, Hassan MAMA
Vanessa EBOULIE, Paul NKALA
André Noir, Placide ONGUENE

MISE EN PAGE
Jules HERVÉ INFEX.

IMPRIMERIE
Macacos

DISTRIBUTION
Messapresse

TIRAGE
1000 exemplaires

Une Publication de l'Agence Rhéma Services



ENTREPRISES DE GRAND STANDING

Le Port Autonome de Douala en pole position

Le Port Autonome de Douala (PAD) figure au premier rang de la prestigieuse liste 2025 de la Commission bancaire des Etats de l'Afrique Centrale (COBAC). Liste des « entreprises de grand standing et d'importance nationale ou dont le poids dans l'économie est particulièrement élevé ».



Cyrus Ngo'o, DG du Port de Douala

Reduée publique lundi 23 décembre 2024, la décision a été prise au cours d'une session ordinaire de la COBAC, tenue le 12 décembre dernier au siège de l'institution à Libreville au

est le seul organisme portuaire à en faire partie et est classée devant d'importants marketeurs de produits pétroliers et des industries de poids.

Gabon. Le PAD figurait dans une liste des entreprises proposées au gendarme bancaire de l'Afrique centrale par les Associations professionnelles des établissements de crédit (APEC) du Cameroun, du Congo, du Gabon, de la Guinée équatoriale et du Tchad. Le PAD

L'entreprise publique figure en tête de la liste de 11 entreprises, en ce qui concerne le Cameroun. Autorité portuaire de Douala et entreprise publique gestionnaire du Port de Douala-Bonabéri, le Port Autonome de Douala a fait son entrée dans ce club très sélect à la faveur de la décision COBAC D-2023/278, du 19 décembre 2023.

La COBAC, qui est le bras séculier de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), expliquait déjà que cette reconnaissance découlait naturellement du fait que le Port que le PAD gère de manière remarquable son port qui assure près de 90% du trafic national. Le nombre d'emplois (plus de 1500 créés entre 2020 et 2024, pour un total d'environ 2500 actuellement) avait aussi été pris en compte. Les rapports des commissaires aux

comptes des exercices antérieurs avaient été analysés. Par ailleurs, les banquiers de l'Afrique Centrale certifiaient et certifient que les fonds de roulement et la trésorerie nette du PAD demeurent positifs.

Pôle de référence au cœur du Golf de Guinée, Le Port autonome de Douala est une société à capital public dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière avec pour mission d'assurer la gestion, la promotion et le marketing du Port de Douala situé dans l'estuaire du Wouri sur la côte littorale et s'ouvre sur l'Océan Atlantique.

Omer Kamga

DISTRIBUTION DES PRODUITS PETROLIERS

Tradex célèbre une étape importante dans son déploiement avec l'inauguration d'une nouvelle station-service

Le marketer Tradex, leader camerounais dans la distribution des produits pétroliers, a annoncé le 26 décembre 2024, l'inauguration de sa nouvelle station-service dans la capitale économique Douala, renforçant ainsi sa présence dans la région du Littoral avec des infrastructures modernes et des services diversifiés.

Située dans le quartier de Youpwe, cette station-service représente la 10e opération de Tradex dans la ville, renforçant ainsi sa position sur le marché pétrolier local. Occupant une superficie totale de 4 852 m², le site comprend deux stations-service : Tradex Youpwe 1, intégrée au domaine portuaire, et Tradex Youpwe 2, située le long de la route nationale numéro 3.

La station Tradex Youpwe 1, construite sur une superficie de 2 681 m², est spécifiquement conçue pour les usagers ayant un accès au port. Elle se distingue par son espace de stationnement de près de 2 000 m², offrant ainsi une commodité aux clients. Avec une capacité de stockage en carburants de 50 m³, cette station répartit ses réserves de manière égale entre le Super et le Gasoil, garantissant un approvisionnement constant pour les consommateurs.

De son côté, la station Tradex Youpwe 2, bâtie sur 2 171 m², est ouverte à tous types d'usagers. Elle se distingue par sa capacité de stockage de 90 m³, avec 40 m³ de Gasoil, 40 m³ de Super et 10 m³ de Pétrole. Cette station inclut également un local gaz, capable de contenir 350 bouteilles de gaz domestique,

ainsi qu'une baie de graissage pour les services de vidange et de lubrification. Un Distributeur Automatique de Billets (DAB) a également été installé pour faciliter les transactions des clients.

En plus de ses services pétroliers, Tradex Youpwe 2 propose une boutique, Trad'Shop by Mâ, gérée par N Sarl, une PME camerounaise. Cette initiative s'inscrit dans un effort plus large de promotion du « Made in Cameroon », avec la marque Tchopetyamo, un acteur incontournable dans le secteur. La présence de cette boutique témoigne de l'engagement de Tradex à offrir une expérience client élargie, intégrant des produits locaux et de qualité.

L'inauguration des deux stations a eu lieu sous la présidence de Samuel Dieudonné Ivaha Diboua, Gouverneur de la Région du Littoral, représenté par le Secrétaire Général de la région. Ces installations ont également permis de créer des emplois pour 25 jeunes Camerounais, soulignant l'impact positif de Tradex sur l'économie locale. Construites par des entreprises de droit camerounais, ces stations s'inscrivent dans le modèle de développement adopté par Tradex à l'occasion de son 25e anniversaire, un modèle qui sera

désormais appliqué à tous les nouveaux projets de l'entreprise.

À l'issue de l'inauguration, Emmanuel Patrick Mvondo, Directeur Général de Tradex, a exprimé sa satisfaction : « La station-service Tradex Youpwe marque notre nouvelle ambition dans le segment de la distribution des produits pétroliers. En plus de la qualité des produits et services, nous mettons l'accent sur la qualité de l'infrastructure, qui témoigne de notre modernité, de notre fiabilité et de notre engagement envers l'environnement. Nous continuons à transformer notre entreprise pour mieux répondre aux attentes d'un public de plus en plus exigeant et averti. »

Cette nouvelle station-service à Douala constitue ainsi un jalon important pour Tradex, renforçant son réseau de distribution



Inauguration de la station Tradex Youpwe

et sa capacité à répondre aux besoins d'une clientèle diversifiée. L'inauguration de Tradex Youpwe illustre non seulement l'expansion de l'entreprise mais aussi sa volonté de s'engager activement dans le développement économique local tout en respectant les normes environnementales. Avec cette initiative, Tradex se positionne comme un acteur clé du secteur pétrolier au Cameroun, alliant innovation et responsabilité sociale.

Christian Trésor Adong

CAMRAIL

L'expertise locale au service de l'entreprise ferroviaire ivoirienne Sitarail

Camrail, filiale de Africa Global Logistics et concessionnaire du chemin de fer camerounais, est fière d'annoncer que le début des activités de maintenance ferroviaire proposées par sa « Technical Business Unit (TBUT) » sont désormais pleinement opérationnelles.



L'expertise de Camrail au service de Sitarail

Dans le cadre de son expertise en maintenance, CAMRAIL met à disposition de ses clients une gamme complète de

solutions adaptées à une grande variété de matériels. Cela inclut notamment les locomotives diesel, différents types de wagons, les voitures à voyageurs, les draines de chantier, ainsi que d'autres engins de voie.

Le concessionnaire propose des services de maintenance, de recalibrage et la rénovation de moteurs diesel, de moteurs de traction, de différents organes du système de freinage (KE, cylindres de frein, compresseurs), de roulements, d'essieux, de différents organes du moteur diesel (turbocompresseurs, pompes, ensembles de puissance, culasses...).

C'est dans ce cadre de maintenance et de révision des moteurs diesel que des équipements appartenant à SITARAIL sont attendus dans les ateliers centraux de Bassa d'ici fin décembre 2024. Cette première vague comprend 10 turbocompresseurs destinés aux locomotives de ligne, lesquels seront pris en charge par CAMRAIL. Les opérations de maintenance devraient être achevées à la fin du premier trimestre 2025.

« Outre un personnel qualifié et spécialisé, les atouts de CAMRAIL dans ce cadre incluent également une vision de la maintenance basée sur la réduction des coûts, et 10 ateliers, modernes et spécialisés, implantés en plein cœur de Douala, sur un site de plus de 35

ha. Le tout couplé à des partenaires mondialement connus qui lui permettent d'avoir des pièces de rechange de bonne qualité nécessaires aux opérations de maintenance », souligne Joel Hounsinou, Directeur Général de CAMRAIL.

Il est utile de rappeler que l'expertise de CAMRAIL en matière de maintenance, de révision et de réhabilitation du matériel ferroviaire a plusieurs fois déjà été sollicitée par d'autres réseaux ferroviaires subsahariens. C'est notamment le cas du Bénin, du Gabon et du Congo Brazzaville.

Christian Trésor Adong

CHANAS ASSURANCES S.A

Henri Théodore Bayouak officiellement installé dans ses fonctions de Directeur Général

Igor Emmanuel SOYA BISSAYA, Président du conseil d'administration de Chanas Assurances S.A, a officiellement procédé le 30 décembre 2024, à l'installation du nouveau directeur général confirmé de la compagnie d'assurances Chanas en présence du représentant du gouverneur de la région du Littoral et de nombreux invités.



Inauguration de la station Tradex Youpwe

La confirmation et l'installation officielle de Henri Théodore Bayouak au poste de directeur général de Chanas Assurances s'inscrivent dans une vision stratégique ambitieuse pour la compagnie. Sous son leadership, « l'entreprise entend renforcer sa position de leader dans le secteur des assurances au Cameroun, notamment avec son programme de transformation digitale à l'horizon 2026 » indique la compagnie d'assurances.

Dans son allocution, le Président de conseil d'administration, Igor Emmanuel SOYA BISSAYA, a indiqué que cette installation survient dans un contexte où le marché des assurances au Cameroun offre d'énormes opportunités de développement pour la compagnie. « Nous vous demandons donc de tout mettre en œuvre pour que, dans les deux prochaines années, Chanas assurances redevienne la première compagnie d'assurances du Cameroun » a-t-il articulé. Cette installation qui marque un nouveau départ pour Chanas Assurances aura des répercussions pour l'industrie camerounaise des assurances à travers la vision particulièrement innovante du nouveau directeur général en matière de digitalisation, qui contribuera à la modernisation du marché en le rendant plus accessible et plus efficient. Sur le plan national en participant à la solidification du

tissu économique local à travers le développement de nouvelles solutions d'assurances adaptées aux besoins émergents, la création d'emplois qualifiés, le soutien aux initiatives entrepreneuriales locales et la couverture assurantielle nationale. Pour les assurés, ce nouveau départ apportera une nouvelle dynamique dans la digitalisation des services, l'amélioration de la qualité de services, la mise sur pied des produits plus innovants et accessibles et surtout la meilleure expérience client.

Notons que Chanas Assurances S.A offre une gamme complète de solutions d'assurance couvrant tous les domaines de la vie quotidienne et professionnelle. Avec comme signature « le risque maîtrisé, l'avenir assuré » Chanas Assurances s'est imposé comme un acteur de référence dans le secteur des assurances au Cameroun depuis 1999.

Selon le rapport de l'Association des sociétés d'assurances du Cameroun (ASAC), Chanas Assurances SA est le numéro 2 du marché de l'assurance non-vie au Cameroun au terme de l'exercice clos du 31 décembre 2023, avec 10,94% des parts de marché. L'entreprise autrefois leader sur ce segment est surclassée par le Français AXA Assurances (12,57% des parts de marché). Dans le processus de reconquête du leadership sur le marché camerounais, Chanas Assurances a obtenu, en juillet 2022, le quitus de ses actionnaires pour se lancer dans la branche de l'assurance Vie. Doté d'un capital social de 5,2 milliards de Fcfa, Chanas Assurances Vie ambitionne de « devenir le partenaire privilégié pour les particuliers et les entreprises (...) dans un contexte camerounais propice au développement d'une offre d'assurances diversifiée », apprend-on officiellement.

André Noir

PROMOTION

Joseph ABENA promu au poste de Directeur Régional du Marketing et de la Communication pour la CEMAC du Groupe UBA

L'annonce a été faite par le groupe bancaire panafricain United Bank For Africa, le 01er janvier 2025.

Nous avons le plaisir d'annoncer la promotion de M. Joseph ABENA, Directeur Marketing et Communication de Marque de UBA Cameroon, au poste de Directeur Régional du Marketing et de la Communication pour la CEMAC au sein du Groupe UBA. Cette nomination témoigne de la reconnaissance de son leadership exceptionnel, de son adhésion au rêve global de UBA et de son rôle de modèle incarnant les valeurs fondamentales 3E (Entreprise, Exécution et Excellence) de la marque UBA » annonce la banque. Joseph ABENA, jusque-là Directeur Marketing et Communication de Marque de UBA Cameroon, se voit propulsé à un rôle régional.



Joseph Abena, nouveau promu

Avec plus de 15 ans d'expérience dans des rôles stratégiques au sein d'entreprises multinationales des secteurs des télécommunications et de la finance, Joseph ABENA est reconnu pour son expertise en stratégie marketing, gestion des marques, marketing digital, publicité et communication de crise. En tant que Directeur Marketing et Communication de la marque chez UBA Cameroon, il a contribué à faire de la filiale camerounaise la plus rentable du groupe UBA en Afrique après le Nigeria. Joseph est également un éducateur passionné, enseignant des cours en stratégie numérique et en finance digitale dans des universités locales et internationales.

Dans ce nouveau rôle, Joseph ABENA apportera désormais sa vision et son expertise à l'ensemble des filiales UBA de la Région CEMAC à savoir : le Cameroun, le Congo, le Gabon, la République Démocratique du Congo (RDC) et le Tchad. Sous la supervision fonctionnelle du Directeur Marketing et Communication du Groupe UBA et assumera également la double fonction de Directeur Marketing et Communication pour UBA Cameroon. En tant que Directeur Régional Marketing et Communication pour la CEMAC, Joseph

ABENA sera responsable de l'élaboration et de l'exécution de stratégies globales visant à accroître la notoriété de la marque et les activités de marketing dans la région CEMAC et agira également en tant que porte-parole de la Banque dans la région. Le nouveau Directeur Régional Marketing et Communication pour la CEMAC est ingénieur en Informatique et expert Certifié en Microfinance, Crédit-bail et Communication de crise.

UBA Cameroon a débuté ses opérations le 18 décembre 2007 avec une seule agence. La Banque a actuellement étendu son empreinte et son réseau d'agences à 21 agences et 3 Cash Centres dans les hautes régions du Cameroun. L'objectif est d'offrir une large gamme de produits bancaires à la plupart des Camerounais et de faire de l'inclusion financière une réalité. De plus, UBA Cameroon a développé des produits numériques très innovants pour aider ses clients à accéder facilement à ses produits et services.

Elise Nguélé

L'HÔPITAL LAQUINTINIE DE DOUALA

Dr Marie Solange NDOM EBONGUE, première femme nommée Directrice générale

Elle a été nommée ce mardi 31 décembre 2024 par le premier ministre chef du gouvernement. C'est la toute première femme à diriger cette formation sanitaire depuis sa création en 1931.

La formation sanitaire logée dans la capitale économique du Cameroun était dirigée « ad intérim depuis quelques semaines par le Pr Guy Pascal Ngaba après la nomination, le 25 novembre 2024, du Pr Noël Emmanuel Essomba, au poste de Directeur général de l'hôpital général de Yaoundé » renseigne le communiqué.

Cardiologue de formation, la promue occupait avant sa nomination, le poste de Conseiller médical au sein de la même formation sanitaire. Cumulativement avec ses fonctions de Chef de Service de Cardiologie.

Sa nomination n'est pas seulement une victoire personnelle, mais une inspiration pour toute une nation. Elle illustre la puissance du travail acharné, de l'expertise et de l'audace féminine dans un domaine encore trop souvent dominé par les hommes. Ce moment n'est pas qu'un tournant pour l'Hôpital Laquintinie, il est une promesse d'avenir pour la santé au Cameroun : un avenir où compétence et passion ouvrent les portes des plus hautes responsabilités. Titulaire d'un doctorat en médecine de la Faculté

de Médecine et des Sciences Biomédicales de Yaoundé et d'un DES en cardiologie obtenu au prestigieux CHU de Rabat, au Maroc, Marie Solange NDOM EBONGUE a toujours poursuivi l'excellence académique et professionnelle. Depuis 2014, elle est cardiologue à l'Hôpital Laquintinie, où elle a gravi les échelons grâce à son dévouement et à son sens de l'innovation.

Elle a également été en première ligne lors de la crise sanitaire de la Covid-19, occupant le poste de Chef de centre adjoint du Centre Spécialisé de Prise en Charge Covid à Douala. Sa capacité à gérer des situations complexes et à mobiliser les équipes médicales a été déterminante.

Marie Solange NDOM EBONGUE prend les rênes dans un contexte où les attentes sont immenses. Elle s'est déjà illustrée en mettant l'accent sur des approches personnalisées dans la prise en charge des patients, notamment en créant un centre de prise en charge sur mesure au sein de Laquintinie. En tant que Directrice Générale, elle entend faire de cet hôpital un symbole de modernité et d'excellence dans le domaine de la santé publique.

Cette nomination est aussi un appel à l'unité et à la reconnaissance des femmes dans les sphères de décision. En tant qu'ancienne Présidente de l'Association des Médecins du Cameroun (MEDCAMER), elle porte haut les valeurs de leadership, de solidarité et de professionnalisme. En devenant la première femme à diriger cet établissement emblématique, Marie Solange NDOM EBONGUE ne brise pas seulement un plafond de verre : elle inspire des générations de femmes et d'hommes à croire en leurs capacités à transformer le système de santé africain. Sa trajectoire prouve que le talent, la détermination et la résilience ouvrent toutes les portes.

L'Hôpital Laquintinie, sous sa direction, s'apprête à écrire une nouvelle page de son histoire, portée par une femme dont l'engagement et la vision sont à la hauteur des défis de notre époque.

Christian Trésor Adong



Dr Marie Solange Ndom Ebongue

GOUVERNANCE

GAZ DOMESTIQUE

27,7 milliards Fcfa de subvention au 30 septembre 2024

L'ardoise liée au soutien du prix du butane au profit des ménages est en forte baisse par rapport aux 43,6 milliards Fcfa budgétés pour cette année, selon la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures.



Baisse des subventions du gaz domestique en 2024

La Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures (Csph) annonce avoir procédé à un recouvrement optimal de ses recettes d'exploitation, sans préciser le montant de la collecte. Elle souligne, néanmoins, que sa bonne moisson lui a permis de faire face au soutien du prix du gaz domestique au profit des populations. Au 30 septembre 2024, souligne-t-elle dans un communiqué à l'issue de la dernière session de son conseil d'administration, cette subvention s'élève à 27,718 milliards Fcfa. Calculette en main, ce soutien représente environ 2,7 milliards Fcfa par mois cette année. L'ardoise liée à cette subvention sera en baisse cette année, autour de 38 milliards Fcfa, les conditions du marché étant restées les mêmes au quatrième trimestre de l'année qui s'achève. En valeur relative, cette baisse sera d'environ 8% au 31 décembre, par rapport aux 42,5 milliards Fcfa de l'année dernière. Le gendarme du marché des hydrocarbures n'explique pas cette situation pourtant avantageuse pour le trésor public. En effet, pour l'exercice qui s'achève, le gouvernement a budgété 43,6 milliards Fcfa pour la subvention du gaz domestique.

Sous réserve des chiffres actualisés, cette baisse de la subvention pourrait être corrélée à une augmentation de la production nationale de butane via la Société nationale des hydrocarbures (Snh) qui, depuis 2021, met directement à disposition des ménages au moins 700.000 bouteilles de 12,5 kilogrammes de gaz domestique chaque année. Dans l'hypothèse d'un renforcement des approvisionnements de la société en charge des hydrocarbures, le Cameroun ferait en effet des économies grâce notamment à l'élimination des surcoûts liés au transport et aux frais intermédiaires. Pour le second semestre 2024, la commission ad hoc chargée des importations des produits pétroliers que préside le directeur général de la Csph, Okie Johnson Ndoh, a lancé en juin dernier un appel d'offres en vue de la contractualisation des traders devant permettre l'importation de 60.000 tonnes métriques de gaz domestique, pour compléter à 120.000 tonnes représentant le volume de butane que le Cameroun achète chaque année à l'étranger pour couvrir 80% de ses besoins en la matière.

Pour mémoire, pour ce qui est des carburants à la pompe, l'Etat du Cameroun a prévu de dépenser 263 milliards pour soutenir la stabilité des prix en 2024 après la double augmentation de 40% en un an. Pour 2025, la loi de finances récemment votée au Parlement prévoit de réduire cette enveloppe de 15 milliards Fcfa. Pour le gaz domestique, en revanche, le gouvernement a opté pour le gel des prix.

BALANCE DES PAIEMENTS 2023

Les transferts de la diaspora en hausse

L'une des bonnes performances enregistrées dans le cadre des transactions économiques et financières entre le Cameroun et le reste du monde, plus connues sous le nom de balance des paiements, se trouve dans l'une des composantes du compte courant. Les données présentées le 19 décembre 2024, lors du comité technique national indiquent qu'ils se situent désormais à 723,3 milliards de Fcfa contre 647,2 milliards de Fcfa en 2022.

Il s'agit de la balance des revenus primaires qui sont essentiellement constitués des transferts. À ce titre, l'on a appris, lors du comité technique national de la balance des paiements, qu'en 2023, l'excédent du solde des revenus secondaires s'élève à 540,8 milliards de Fcfa après 454 milliards de Fcfa en 2022. Cette évolution est attribuable à la hausse des transferts reçus de la diaspora.

Ces transferts s'élèvent à 723,3 milliards de Fcfa après 647,2 milliards de Fcfa en 2022. Ces ressources proviennent principalement de la France, avec 22% du total des transferts ; des autres pays de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (14%) ; de l'Allemagne (10%) ; de Singapour (10%) ; de la Suisse (9%) et des Pays-Bas (6%). Pour le cas spécifique des transferts reçus de la Cemas, le Gabon vient en tête avec (40%), la République centrafricaine (32%), le Congo (15%), le Tchad (10%) et la Guinée équatoriale (3%).

Les membres du comité réunis autour du directeur général de l'Institut national de la statistique, Joseph Tedou, qui représentait le ministre des Finances, ont encouragé cette dynamique. Au-delà, il ressort de cette rencontre que le solde courant demeure déficitaire de 1221,1 milliards de F en 2023 contre 941,2 milliards de Fcfa en 2022. Autrement dit, le déficit s'est accentué de 279,9

milliards de Fcfa. Quatre secteurs enregistrent des soldes courants excédentaires, notamment l'agriculture (+604,2 milliards de Fcfa), l'exploitation forestière (+210,1 milliards de Fcfa), les hydrocarbures (+979,9 milliards de Fcfa) et les transports (+107,6 milliards de Fcfa).

En ce qui concerne les échanges bilatéraux, ils sont aussi déficitaires. En l'occurrence, avec des pays comme la France (-53 milliards de Fcfa), le Nigeria (-165,3 milliards de Fcfa), la Chine (-945,8 milliards de Fcfa) et les États-Unis (-152,3 milliards de Fcfa). Évoquant le cas de la Chine, les experts expliquent que cette situation résulte des emprunts effectués pour financer les projets structurants. Aussi, pour ce qui est de la position extérieure du Cameroun, elle reste débitrice et se creuse pour se situer à 9 487,9 milliards de Fcfa (soit 31,7 % du PIB) après -8 446,8 milliards de 2022. Autrement dit, si le pays devait rembourser tout ce qu'il doit aux autres pays, il faudrait trouver 9 487,9 milliards de F.



Hausse des transferts de la diaspora en 2023

En guise de recommandations, les membres du comité suggèrent d'accroître l'offre locale en quantité et en qualité de produits alimentaires et manufacturés en intensifiant la production locale, notamment de poisson, de riz et de blé, en vue de réduire les importations. Il est aussi demandé de renforcer la structuration des filières agricoles, d'accélérer le projet de réhabilitation et de modernisation de la Sonara, ce d'autant plus que les importations du pays en carburant et lubrifiants dépassent les 1000 milliards de Fcfa.

Omer Kamga

GOUVERNANCE DES FINANCES PUBLIQUES

5 Milliards de Fcfa pour 2025

Le comité de pilotage du projet d'appui à la gouvernance des finances publiques (Pagfip) a planché mercredi 18 décembre dernier sur les actions à mener l'année prochaine pour un meilleur impact.

Un hasard de calendrier qui donne plus de pertinence à cette première session ordinaire du comité de pilotage du projet d'appui à la gouvernance des finances publiques (Pagfip) mis en œuvre par le gouvernement et le groupe de la Banque africaine de développement. En effet, cette rencontre se tient au lendemain du sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la Cemas au cours duquel les difficultés de financements ont été relevées, avec une alerte sur la qualité de l'endettement et le surendettement des Etat de la sous-région.

« Il y a un parallélisme entre ce qui s'est fait le 17 décembre dernier et ce projet qui est un instrument pensé par le chef de l'Etat pour qu'on puisse pendre à corps et essayer d'adresser la problématique de la lutte contre la corruption, du taux de pression fiscale du Cameroun qui est en deçà de 14% alors que les standards de l'Afrique sont au-delà de 16-17%. Donc c'est pour dire qu'il y a beaucoup de ressources fiscales qui ne sont pas canalisées là où il faut pour financer le développement de notre pays », a expliqué Valentin Lah Kouotou, coordonnateur national du Pagfip. Ce projet devrait donc contribuer à améliorer la qualité de collecte par la digitalisation des outils. « J'ai en tête



Pour contribuer à amortir de manière efficace et durable les chocs endogènes et exogènes

la direction générale des Impôts, dont deux activités ont été proposées et qui à mon sens, vont essayer de dynamiser la collecte. Il s'agit de la facturation électronique et de la digitalisation de la retenue à la source », a-t-il ajouté. Pour le président du Comité de pilotage par ailleurs secrétaire général du ministère de l'Economie, Jean Tchoffo, ce projet d'une durée de quatre ans (2023-2026) va aussi contribuer à amortir de manière efficace et durable les chocs endogènes et exogènes de plus en plus récurrents.

« Les réformes mises en œuvre dans le cadre du Pagfip auront également un effet direct sur la situation d'endettement du pays, qui doit nécessairement être améliorée, à travers notamment l'optimisation des mécanismes de mobilisation des ressources propres, ainsi que

l'encadrement plus optimal de l'utilisation de l'ensemble des ressources de l'Etat », a-t-il expliqué. Il était aussi question au cours de ces travaux d'examiner et approuver certains documents d'exécution du projet dont le programme de travail et le budget annuel. Pour ce projet, un budget provisoire de 5 milliards Fcfa a été proposé pour 2025.

Un travail de fond sera fait pour valider de manière définitive ce budget. Il y a aussi eu l'examen et la validation des documents de cadrage sur la durée globale du projet mais aussi les 18 premiers mois de la mise en œuvre, notamment le plan de passation des marchés.

Paul Nkala

ENERGIE, AGRICULTURE, MINES, ROUTES, GOUVERNANCE...

Les perspectives optimistes de Paul Biya pour l'année 2025

Dans son discours de fin d'année 2024, le président Paul Biya a fait le bilan de l'année écoulée et présenté plusieurs projets visant à accélérer le développement économique du Cameroun en 2025. Ces initiatives couvrent des secteurs clés tels que l'agriculture, les mines, l'industrie, l'énergie et les infrastructures routières...



Paul Biya, Président de la République du Cameroun

Dans le domaine de l'agriculture, Paul Biya rappelle que ce secteur continue de contribuer à réduire la balance commerciale. À cet effet, le plan intégré d'importation-substitution agropastorale et halieutique, annoncé l'année dernière, « commence à produire des résultats visibles ». Il en veut pour preuve les 452 tonnes de semences et les 120 800 tonnes de farine produites cette année localement. Le chef de l'État précise également que « s'agissant du cas spécifique du cacao, la politique de promotion de l'excellence qualitative mise en œuvre ces dernières années a abouti à des niveaux de prix exceptionnels au profit des producteurs ». Le président annonce par la même occasion le démarrage imminent du technopole agro-industriel de Ouassa-Babouté, près de Nkoteng, qui sera consacré à la production et à la transformation des céréales, des tubercules, du lait et de ses dérivés.

ESPOIRS MINIERES

Pour le secteur des mines, Paul Biya rassure que les « perspectives de développement du riche potentiel dont nous disposons dans le secteur minier sont, elles aussi, porteuses d'espoir ». C'est dans cette optique qu'il annonce que le démarrage de l'exploitation des gisements de fer de Kribi-Lobe, Bipindi [1] Grand Zambi et Mbalam-Nabebea est « imminent ». Tout comme la bauxite de Minim-Martap, « dont la convention d'exploitation a été signée ». Des projets d'envergure qui font dire au président Paul Biya que « la maîtrise des circuits de commercialisation de nos minerais va accroître le volume des ressources financières nécessaires à la réalisation de nos projets de développement ».

INDUSTRIE

Le même vent d'espoir souffle sur le secteur industriel, selon le chef de l'État. Le « dynamisme » dans le secteur industriel s'est aussi traduit par l'entrée en service d'une cimenterie au Cameroun, entraînant la baisse des prix du ciment, rappelle-t-il. Ce dynamisme devrait se poursuivre avec de nombreuses initiatives engagées, telle la zone industrielle intégrée du Port autonome de Kribi qui est dédiée à la transformation des matières premières à l'instar du cacao, du café et de l'hévéa. Pour Paul Biya, la récente réforme de la Société nationale d'investissement va être un « véritable levier stratégique de promotion des investissements productifs au Cameroun »

et l'essor du secteur industriel « constitue la clé de voûte de l'émergence économique à laquelle notre pays aspire légitimement ». Énergie

Quant au secteur de l'énergie, Paul Biya annonce que le « volume des investissements dans ce secteur stratégique est appelé à s'accroître à la faveur de la maturation de plusieurs projets hydroélectriques et photovoltaïques ». Sur l'énergie photovoltaïque en effet, le président de la République rappelle que la quatrième phase du projet d'électrification de 1000 localités par énergie solaire va se poursuivre. Tout comme fait-il savoir, « la construction de 360 centrales solaires dans les unités administratives non encore électrifiées ».

CHANTIERS ROUTIERS

Le secteur des travaux publics n'a pas échappé à l'adresse du président de la République. Au sujet des infrastructures routières, Paul Biya dit être « conscient du sentiment de frustration » qui habite les Camerounais au regard de la dégradation des voiries urbaines et interurbaines. À ce sujet, le chef de l'État annonce le lancement des projets de réhabilitation routière en 2025 à l'instar des tronçons Bekoko-Limbe et Muntenguene-Buea. Cependant, les grandes annonces dans ce secteur sont les démarrages imminents des travaux de réhabilitation des routes Nganoundéré-Garoua, Ebolowa-Akon II-Kribi et Mora-Kousseri. Tout comme les travaux des autoroutes Yaoundé-Nsimalen section urbaine et Yaoundé-Douala phase II. Toutefois, rappelle-t-il « Au cours de l'année qui s'achève, 446 kilomètres de routes ont été bitumées sur toute l'étendue du territoire national. En outre, près de 228 kilomètres de routes ont été réhabilités ». Pour le reste, Paul Biya souligne que pour réaliser tous ces projets, le pays a besoin d'améliorer sa gouvernance dans tous les secteurs d'activité. « Améliorer la gouvernance, c'est aussi amplifier la lutte contre la corruption et les détournements des deniers publics. C'est garantir une sécurité juridique aux investissements privés. C'est assurer la protection de la propriété foncière, où certaines dérives ont été constatées », a déclaré Paul Biya. Et de promettre que « des sanctions appropriées seront infligées aux auteurs des infractions qui seront établies ».

Placide Onguéné

SECTEUR AGRO INDUSTRIEL

Le Cameroun négocie les financements pour booster les capacités de production

S'exprimant au mois de décembre 2024 devant la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, lors de la défense de l'enveloppe budgétaire de l'État pour l'exercice 2025, le ministre délégué auprès du ministre de l'Économie a révélé que le gouvernement mène actuellement des « concertations avec certains partenaires au développement, à l'effet de relancer les capacités de production de certaines sociétés agro-industrielles ».



Mise en œuvre du Projet intégré d'import-substitution agropastoral

Il s'agit notamment de la Société de développement du coton (Sodecoton) et de la Société d'expansion et de modernisation de la riziculture de Yagoua (Semry), deux unités agro-industrielles situées dans la partie septentrionale du Cameroun. Paul Tasong cite également la Cameroon Development Corporation (CDC), 2^e employeur au Cameroun après l'administration centrale, et Pamol Plantations PLC. Ces deux entreprises sont situées dans la partie méridionale du pays.

Le membre du gouvernement, qui met ces démarches sur le compte de la mise en œuvre du Projet intégré d'import-substitution agropastoral et halieutique (Piisah), n'a pas révélé l'identité des partenaires auprès desquels l'État du Cameroun négocie les financements pour doper les capacités de production de ces unités agro-industrielles. L'on sait cependant que la Sodecoton, dont l'État détient 59% du capital, et qui encadre environ 200 000 producteurs, est depuis quelques années porteuse d'un programme d'augmentation de ses capacités opérationnelles. À travers notamment la construction de nouveaux magasins de stockage, une 11^e usine d'égrenage du coton et une nouvelle huilerie. Tous ces investissements sont réalisés dans la perspective d'une hausse de la production de coton à 600 000 tonnes à l'horizon 2030, contre environ 350 000 actuellement.

La CDC et Pamol Plantations, dont l'État détient 100% du capital, sont quant à elles dans une mauvaise passe depuis le déclenchement de la crise socio-politique, qui secoue les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun depuis fin 2016. En 2019, par exemple, Pamol Plantations Plc, qui exploite le palmier à huile dans la région du Sud-Ouest du Cameroun, déplorait une perte globale de 40 milliards de Fcfa depuis le déclenchement des revendications séparatistes dans les deux régions anglophones du pays. En effet, cette entreprise avait dû arrêter ses activités, en raison du durcissement des affrontements entre l'armée régulière et les militants sécessionnistes.

35 milliards de FCFA d'arriérés de salaires. Cette crise a mis un coup de frein au vaste programme d'investissements implémenté, depuis 2015, au sein de

l'entreprise. Ce programme prévoit notamment l'acquisition d'une unité de production d'huile de palme, d'une capacité de 30 TM par heure. Il est également prévu la construction d'une savonnerie et l'extension des plantations de l'entreprise sur une superficie de 500 hectares dans la presqu'île de Bakassi.

La CDC, qui exploite le palmier à huile, la banane et l'hévéa dans les régions du Sud-Ouest et du Littoral, subi également les conséquences de la crise dite anglophone. Elle a par ailleurs dû arrêter ses activités à un moment, ses plantations ayant été transformées en camps entraînant par les militants séparatistes. Entre 2019 et 2021, l'entreprise a cumulé des pertes de 38,7 milliards de FCFA, selon les données de la Commission de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic, organisme spécialisé du ministère des Finances, dont les activités viennent d'être reversées à la Société nationale d'investissements (SNI) réformée.

Malgré la reprise des activités en 2020, et la perte d'environ 5000 emplois sur 22 000, la CDC totalise 35 milliards de FCFA d'arriérés de salaires à fin juin 2023, ainsi qu'une dette sociale vis-à-vis de la CNPS (le fonds de pension public, NDLR) de 26,7 milliards de FCFA, selon la CTR. En 2019, cette société d'État estimait déjà ses besoins de financements à 29 milliards de FCFA, pour pouvoir relancer ses activités de façon optimale.

La Semry, qui encadre environ 20 000 riziculteurs dans la partie septentrionale du Cameroun produit annuellement à peine 100 000 tonnes de riz, alors que les importations du Cameroun atteignent souvent 800 000 tonnes. Au sortir d'un conseil d'administration début 2024, les dirigeants de cette entreprise publique projetaient une production de 180 000 tonnes en 2024, comptant principalement sur l'appui du ministère de l'Agriculture et du Développement urbain (Minader). Ceci, à travers le Projet d'aménagement et de valorisation des investissements de la vallée du Logone (Viva Logone), financé par la Banque mondiale.

Placide Onguéné

GESTION PUBLIQUE

TRANSFORMATION DU CACAO

Une usine voit le jour à Mbankomo

Le ministre du Commerce (Mincommerce), Luc Magloire Mbarga Atangana, s'est rendu sur le site de cette usine de transformation des fèves de cacao le 19 décembre dernier, pour à la fois encourager l'initiative et exhorter les autres jeunes entrepreneurs à en faire de même.

En empruntant la nationale N°3 pour se rendre à Douala, il difficile de ne pas constater la présence de l'usine de transformation de cacao. Construite sur une superficie de 3000 m², cette infrastructure confère à l'arrondissement de Mbankomo, région du Centre, les allures de ville industrielle. « Cette usine est l'œuvre d'une jeune compatriote, c'est un bon exemple à suivre. La filière cacaoyère nationale se trouve dans une dynamique caractérisée par le relèvement de la production, de la qualité et des prix. Mais, il manquait un volet qui fait d'ailleurs partie du plan de rénovation de la filière cacaoyère nationale, tel qu'il a été édicté par le chef de l'État, qui prévoit la transformation nationale de notre cacao à hauteur de 40% », a expliqué Luc Magloire Mbarga Atangana.

Selon lui, cette évolution s'est faite en plusieurs étapes. La première étant la

fabrication à partir de la fève de produits dérivés tels que la poudre, la pâte, la masse et le beurre, etc., vendus sur le marché local. « Avec cette usine, nous avons un tableau complet qui est un premier modèle de ce genre. C'est un message que je voudrais envoyer aux jeunes, pour ceux-là qui avaient encore des doutes ou se posaient des questions sur leur avenir. Je leur dis qu'on peut produire du bon cacao et le valoriser. En travaillant dans ces conditions, vous n'avez rien à envier à personne », a ajouté le Mincommerce.

Selon la promotrice de cette usine, Lisette Claudia Tamé, cette initiative est d'abord une valeur ajoutée du cacao camerounais non pas seulement en termes de chiffres, mais en termes d'opportunités pour le pays.

« Nous avons l'ambition de produire pour le marché local et d'offrir à toutes

les bourses des produits dérivés du cacao aussi bien au niveau national que dans la sous-région ou sur le continent africain. Qui peut mieux transformer jusqu'au bout, peut mieux profiter de la valeur ajoutée d'une ressource », a-t-elle indiqué.

Avec une capacité de production de 16 tonnes de fèves de cacao par jour, cette usine se positionne comme un hub économique qui rehausse la notoriété du Made in Cameroun dans la sous-région et sur le marché mondial. En effet, parmi les produits finis issus de



Luc Magloire Mbarga Atangana visite l'usine de transformation du cacao de Mbankomo au Cameroun

cette unité de production, on compte de la pâte à tartiner, de la crème dessert, de la compote de cacao-banane, de l'ananas enrobé et du charbon écologique.

Omer Kamga

INDUSTRIES EXTRACTIVES

Le Cameroun veut améliorer ses pratiques

Un atelier de formation visant à renforcer les capacités des parties prenantes aux normes de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (Itie) tenu vendredi le 20 décembre 2024 à Yaoundé sous la présidence du ministre Fuh Calistus Gentry.



Le Cameroun va reprendre sa place méritée à l'Itie

Mieux connaître les normes de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (Itie) bien plus, maîtriser la technique

Gentry, ministre par intérim des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique (Minmidt), qui a présidé le

de remplissage des formulaires de déclaration. C'est pour permettre aux sociétés extractives de parvenir à cela que l'Itie a organisé vendredi dernier à Yaoundé, un atelier de formation.

« Le remplissage adéquat du formulaire est une condition nécessaire, pour une conciliation réussie et un rapport Itie de qualité », dit le Pr Fuh Calistus

lancement de la formation en sa qualité de vice-président du Comité Itie Cameroun. Cet atelier intervient dans un contexte marqué par la suspension du Cameroun en février 2024 de l'Itie. Depuis lors, l'Etat prend toutes les dispositions pour s'arrimer aux mesures correctives. Pour Fuh Calistus Gentry, cet atelier s'avère donc très important pour le rapport de 2022 en cours d'élaboration.

« Nous sommes très sûrs qu'avec ce rapport, le Cameroun va reprendre sa place méritée à l'Itie. Ceci est d'autant plus important que le Cameroun est en transition du statut de pays à fort potentiel à celui de minier et doit donc montrer un exemple de transparence ».

Cette session de formation vise à donc permettre aux sociétés extractives de remplir comme il se doit les formulaires de déclaration sur les informations telles

que les quantités de minerais et de pétrole extraies et vendues, les impôts payés ainsi que le devenir des parties prenantes situés dans les zones rurales.

Le ministre a souligné l'importance de l'implication de toutes les entreprises extractives à la collecte des données, ainsi que de toutes les personnes appelées à remplir, à signer et à auditer les formulaires de déclaration du périmètre de la conciliation car, selon lui, « la divulgation des propriétés effectives dont l'importance n'est plus à démontrer pour son impact dans la lutte contre la corruption mérite toutes les attentions ».

Le chantier de la publication des contrats, qui est l'une des mesures correctives pour lesquelles le Cameroun s'est vue suspendre de l'Itie reste très attendu.

Remy Ngassana

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

Une autre solution pour améliorer l'attractivité

L'Agence de promotion des investissements (API) a innové vendredi 20 décembre dernier à Yaoundé, en organisant la toute première édition du dîner des investisseurs. Initiative dont le but est de regrouper les investisseurs afin de recueillir leurs avis sur le climat des affaires et les mesures à prendre pour rendre le Cameroun plus attractif.

La rencontre présidée par le Directeur général intérim, Boma Donatus a permis aux intervenants de décliner 10 étapes clés qui peuvent permettre au Cameroun de faire la différence. Au nombre des mesures suggérées figure l'harmonisation du cadre juridique, à l'effet d'éviter des lois éparses qu'on trouve ça et là, mais qui traitent de la même problématique.

Cette démarche permettrait d'offrir des garanties aux investisseurs en leur assurant le retour sur leurs investissements. De l'avis des participants, les lois inhérentes à la promotion des investissements doivent être « bonnes, attractives et incitatives ». De plus, l'État et les différents acteurs doivent œuvrer à la simplification des procédures.

Même si cela est fait à travers la mise

en place d'un guichet unique qui rassemble plusieurs types de services, il reste que le Cameroun peut mieux faire. Cela passe par exemple par l'amélioration de la transparence, la formation des fonctionnaires en insistant sur l'impératif de privilégier l'intérêt commun au détriment des intérêts égoïstes qui découragent très souvent les investisseurs victimes d'arnaque et autres pratiques de corruption.

Par ailleurs, il est recommandé de promouvoir plus que par le passé le patriotisme économique, en encourageant le sens de la responsabilité, en soutenant les industries locales. Toutes choses qui devraient créer une croissance économique résiliente et prospère. En outre, l'amélioration de l'accès aux facteurs de production est également essentielle pour faire du Cameroun une destination d'investissement plus

attractive.

L'amélioration de la qualité des infrastructures dans le domaine des transports, de l'énergie et des télécommunications n'est pas en reste. Les finances étant le nerf de la guerre, les experts suggèrent de faciliter un peu plus l'accès au financement, en renforçant les institutions financières, en promouvant la microfinance et les financements alternatifs.

Elise Nguélé



Le Cameroun peut mieux faire

COMPLEXE SIDERURGIQUE DE KRIBI

Environ 50 milliards de Fcfa de bénéfices dès sa mise en service

Cette estimation correspond à 100% de l'investissement nécessaire pour la mise en œuvre du projet. En plus, l'usine devrait favoriser la création de plusieurs milliers d'emplois ainsi que l'ajustement des cotations du fer sur le marché camerounais et de la Cemac



L'usine devrait favoriser la création de plusieurs milliers d'emplois

Le Complexe de sidérurgie moderne de Mboro, dans la ville de Kribi, cité balnéaire au Sud du Cameroun va permettre au Cameroun et au Congo de générer environ 50 milliards de Fcfa de bénéfices dès sa mise en service selon les promoteurs. En effet, selon Patrick Tchouwa, responsable de la communication et des relations publiques du consortium en charge de la réalisation du projet sous régional, les retombées financières sont attendues à « 12,5 milliards de Fcfa pour le Cameroun et pratiquement le triple pour le Congo ». Ces recettes ne prennent pas en compte les taxes sur le passage du minerai congolais sur le sol camerounais, source de revenus supplémentaires pour le pays. Ces montants ont été révélés dans le cadre du lancement des travaux de construction dudit complexe dont la pose de la première pierre prévue ce 30 décembre 2024 sera réalisée par le Premier ministre camerounais, Joseph Dion Ngute, représentant du président de la République du Cameroun. Réalisés par les sociétés Cameroon Steel et Sangha Mining (côté Congo) [toutes deux contrôlée par Bestway Finance Ltd], les travaux vont coûter près de 50 milliards de Fcfa pour la première phase. L'investissement annoncé en 2023 et mobilisé par Bestway Finance va permettre la mise en œuvre d'une usine adossée au projet d'exploitation du fer de Mbalam dont la licence a été délivrée en 2022, à Cameroon Mining Corporation, une autre entité liée à Bestway.

Outre les revenus financiers, les deux pays visent à travers ce projet la création de près de 20 000 emplois directs en phase de production et l'ajustement des cotations du fer sur le marché camerounais et de la Cemac, autrement dit une révision du coût du fer sur les principaux marchés de la Cemac « afin d'encourager les projets infrastructurels et réduire les importations de ce métal ». Pour atteindre cet objectif, les promoteurs tablent sur une production pondérée à plus de 3 000 000 de tonnes d'acier par an adossée à la transformation de 15% des minerais de fer issus des mines de Mbalam au Cameroun et de Nabeba au Congo et vendu sur le marché local. L'usine pourra ainsi transformer jusqu'à 77,5 millions de tonnes de ce minerai sur une estimation du potentiel de ce gisement de 517 millions de tonnes. Le reste devant être expédié sur le marché international via le Port de Kribi.

Soulignons que, le projet de construction du Complexe de sidérurgie de Mboro représente l'un des trois principaux projets annexes à l'exploitation du gisement de fer de Mbalam-Nabeba. Les deux autres sont : la construction d'un chemin de fer de près de 610 km devant relier le Cameroun au Congo [dont 540 km côté camerounais] et la construction du terminal minéralier au port de Kribi pour le traitement des cargaisons de minerais de fer à l'export. Avec un investissement global évalué à plus de 5000 milliards de Fcfa, les pays de Paul Biya et Denis Sassou N'Guesso caressent l'ambition de placer le gisement de fer de Mbalam-Nabeba dans le Top 5 des producteurs de fer mondiaux aux côtés des mines prolifiques australiennes et brésiliennes.

Antoine Mboussi

VERS UNE BAISSÉ DU PRIX DU FER

PORT AUTONOME DE KRIBI

Sur de bonnes vagues de croissance

La 23e session du comité consultatif d'orientation s'est tenue à Yaoundé, avec à la clé une note de satisfaction sur les résultats obtenus grâce à cette instance d'aide à la décision

Atmosphère studieuse mercredi 18 décembre à Yaoundé, lors de la 23e session plénière du comité consultatif d'orientation du Port autonome de Kribi (CCO'PAK). La particularité de cette assise présidée par le secrétaire général du ministère des Transports (MinT), Mveimani Sombo Amba, tenait à deux choses.

Elle intervient au lendemain de la célébration du cinquième anniversaire de cet organisme d'aide à la décision du PAK, puis du choix de Yaoundé, pour partager avec l'autorité de tutelle qu'est le MinT, l'essentiel de ce qui a été fait pendant les cinq dernières années. Ces travaux consistaient à dresser le bilan du parcours de ce comité depuis sa création. À ce titre, le président, Alain Blaise Batongue, a expliqué qu'au cours des cinq dernières années, le CCO'PAK « a aidé à améliorer les relations de travail entre la direction générale du PAK et les autres acteurs de la place portuaire. Les saisines adressées à cette instance ont permis aux membres de donner des avis dont l'impact a été ressenti

sur l'activité de la place portuaire ».

Bien plus, le comité a œuvré à la mise en place de sa structure organisationnelle et opérationnelle, à la tenue de 22 sessions plénières et 19 sessions de comités ad hoc qui lui ont permis d'examiner et d'émettre des avis sur des questions à lui soumises par le PAK et les acteurs de la communauté portuaire de Kribi.

Aussi, une quinzaine de saisines ont-elles été reçues et traitées sur le fond et sur la forme, portant sur les questions de création ou de révision des tarifs, de facturation, de fluidité du passage portuaire des marchandises et de projets de développement de trafics et d'activités portuaires, etc.

Pour 2025, il est question d'aller un peu plus loin, en renforçant les capacités des membres du comité et en contribuant à travers une appropriation des objectifs de développement durable, mais également à la mise en œuvre des objectifs de la

INDUSTRIALISATION

La Zone économique de Kribi en gestation

Après l'inauguration du port en eaux profondes, Kribi se prépare à accueillir une zone industrielle intégrée de 2132 hectares. Ce projet d'envergure, centré sur le complexe sidérurgique et d'autres industries, promet de dynamiser l'économie nationale tout en positionnant le Cameroun comme un pôle d'intégration économique en Afrique centrale.

2 132 hectares. C'est l'étendue de la future zone industrielle intégrée qui prendra vie autour du Port de Kribi, offrant un accès direct à l'Océan Atlantique. Cette zone stratégique est pensée pour abriter des projets industriels et logistiques dans des secteurs clés comme le bois, le ciment, et la métallurgie. Les entreprises qui s'y installeront bénéficieront d'infrastructures modernes (routes, réseaux d'eau et d'énergie, fibre optique, assainissement) et de services dédiés, tels qu'un guichet unique, des bureaux, des espaces commerciaux, des centres de conférence et des zones de loisirs.



Les retombées sociales et économiques s'annoncent significatives

Le Port Autonome de Kribi place cette initiative au cœur de sa stratégie de développement. Dès 2025, une société de projet sera créée pour piloter cet ambitieux chantier, reprenant le modèle des régies intégrées du Port Autonome de Douala. Dotée d'une délégation formelle, cette structure supervisera la mise en œuvre d'un projet d'un coût total de 521,5 milliards de francs CFA, financé à hauteur de 50% par l'État, dans un partenariat public-privé. Pour le gouvernement, la future zone industrielle intégrée constitue un modèle précurseur dans la mise en place des zones économiques au Cameroun.

Les retombées sociales et économiques

s'annoncent significatives. Un demi-million d'emplois, directs et indirects, devraient être créés, tandis que les recettes générées viendront soutenir les finances publiques. Par ailleurs, les populations locales bénéficieront de services sociaux améliorés grâce à ce projet.

Cependant, la réussite de cette zone repose sur la réalisation de grands projets d'infrastructures complémentaires. Parmi eux, la construction de la route Ebolowa-Akom 2-Kribi, la rénovation de la Nationale n°7 (Édéa-Kribi), la finalisation de la route Yaoundé-Kribi et des liaisons ferroviaires Mbalam-Kribi et Édéa-Kribi-Lolabe-Campo.

Pour garantir le succès de cette ambition, le Port Autonome de Kribi collabore avec des partenaires de renom, tels qu' Africa Global Logistics, China Harbour Engineering Company, Tanger Méditerranée Special Agency, Arise Integrated Industrial Platforms et Belmond Investments. Forts de leur expertise, ces acteurs contribueront à transformer Kribi en un véritable hub industriel et logistique, moteur de croissance pour le Cameroun.

André Noir



Des résultats encourageants

responsabilité sociétale d'entreprise. De manière à ce que le PAK soit un port intelligent, durable, avec un impact sur la vie des populations. Mveimani Sombo Amba a salué « les résultats encourageants » obtenus jusqu'ici au PAK qui contribuent à un « accroissement progressif de ses résultats ». À titre d'illustration, a indiqué le secrétaire

général, au premier trimestre 2024, le PAK a enregistré une progression de 80% par rapport à la même période en 2023, entre autres. Aussi a-t-il indiqué qu'avec ces réalisations, les objectifs assignés au CCO'PAK seront à quai plus tôt que prévu.

Omer Kamga

SUNU ASSURANCES CAMEROUN

Vincent Ongono, promu au poste de Directeur général

« J'ai le plaisir de vous annoncer que je commence un nouveau poste de Directeur Général SUNU Assurances IARD Cameroun chez SUNU Assurances IARD Cameroun » peut-on lire ce vendredi 3 janvier 2025, sur le profil LinkedIn de Vincent Ongono. Précédemment Directeur général Adjoint dans la même entreprise, le promu aura entre autres mission, dans son nouveau rôle, de renforcer la position de SUNU Assurances IARD Cameroun sur le marché.



Vincent Ongono

SUNU Assurances IARD Cameroun débute l'année 2025 sous le signe du renouveau avec la nomination de Vincent Ongono au poste de Directeur Général. Leader expérimenté dans le secteur des assurances et de la gestion des risques, il apporte une vision stratégique et des compétences solides pour diriger l'entreprise dans un marché hautement compétitif. Vincent Ongono possède un parcours impressionnant qui reflète son expertise et sa polyvalence. Avant sa nomination, il occupait le poste de Directeur Général Adjoint de SUNU Assurances IARD Cameroun depuis septembre 2024. Cette promotion est le couronnement d'une carrière riche et variée. Il a précédemment exercé des responsabilités clés dans d'autres grandes institutions. En 2022, il a brièvement dirigé Sanlam Life

Insurance Cameroon, contribuant au renforcement de ses services collectifs et corporatifs. De 2016 à 2021, il a occupé le poste de Directeur de Développement chez Allianz Cameroun Assurances Vie, où il a mis en œuvre des stratégies commerciales qui ont consolidé la présence de l'entreprise sur le marché. Son expertise s'étend également à des rôles de consultant en risk management chez Solucom et Euroland Consulting, où il a accompagné de grands groupes français dans des projets stratégiques.

En parallèle de son expérience professionnelle, Vincent Ongono a démontré un engagement constant pour la transmission des savoirs. Il a été enseignant pendant 16 ans au Pôle Universitaire Léonard de Vinci, en France, où il a formé des étudiants aux mécanismes de l'assurance et à la gestion des risques. Depuis juillet 2024, il continue d'œuvrer comme formateur en freelance pour des institutions renommées. Cette double casquette de praticien et de formateur illustre sa capacité à combiner vision stratégique et

pédagogie.

Son parcours académique est tout aussi remarquable. Vincent Ongono est titulaire d'un Doctorat en Assurances et Gestion des Risques de l'Université Toulouse – Jean Jaurès, avec une thèse axée sur les solutions d'auto-assurance. Il a également obtenu un Master 2 en Assurances et Gestion des Risques d'Entreprises à l'École Supérieure d'Assurances de Paris.

Dans ses nouvelles fonctions, Vincent Ongono aura entre autres pour mission de renforcer la position de SUNU Assurances IARD Cameroun sur le marché. Il prévoit de développer des solutions innovantes et adaptées aux besoins spécifiques de ses clients, tout en consolidant la gestion des risques et l'efficacité organisationnelle. Cette nomination incarne la volonté de SUNU Assurances de s'appuyer sur des talents d'exception pour continuer à évoluer et contribuer activement au développement économique du Cameroun.

Cedric Boyomo

COMMERCE EXTERIEUR

« Les perspectives sont reluisantes pour le terminal à conteneurs du Port de Douala » Cyrus Ngo'o, Directeur général du PAD

En réponse à l'invitation de Cyrus Ngo'o, Directeur général du Port de Douala, le Directeur Général des Douanes, FONGOD Edwin NUVAGA, a procédé jeudi 02 janvier 2025 à la visite guidée des installations du terminal à conteneurs du Port de Douala. Cette visite guidée s'inscrit dans le cadre de la célébration du 5ème anniversaire de la reprise réussie de l'exploitation du terminal à conteneurs par le PAD, après 15 années de concession aux multinationales.

Cette visite guidée a été l'occasion de présenter les avancées réalisées depuis la reprise effective, tant au niveau des infrastructures que des performances opérationnelles. Cette descente sur le terrain du patron des Douanes marque, comme le 02 janvier 2020, une étape importante dans la consolidation des relations avec les autres acteurs portuaires et le renforcement des synergies indispensables au développement du commerce extérieur.

Sous la dénomination de « REGIE DU TERMINAL A CONTENEURS DU PORT DE DOUALA/BONABERI-RTC », le PAD assure la gestion, l'exploitation et la maintenance du terminal à conteneurs, en application des dispositions du Décret N° 2019/034 du 24 janvier 2019 portant réorganisation du Port Autonome de Douala. De par sa position stratégique, et ses facilités logistiques plurielles, le terminal à conteneurs du Port de Douala-Bonaberi se présente comme un puissant outil de performance au service du développement de l'économie nationale et sous-régionale. Il couvre 660 mètres de quai avec une capacité de 25432 Evp. Il est ouvert 24h/24, 7j/7.

Lin Dieudonné ONANA NDOH est le Directeur Délégué de la RTC. Il se satisfait de la bonne exécution de ces missions en 05 ans, nonobstant un environnement difficile. En termes de performances, nous retenons en effet que : les importations des marchandises sont en augmentation entre 2020 et 2024 ; le nombre de conteneurs à l'importation est en hausse entre 2020 et 2024 ; le temps d'attente

en rade est désormais inférieur à l'objectif de deux jours ; la cadence navires est désormais maîtrisée par la RTC, au-dessus de la cible fixée, grâce à l'acquisition de deux nouvelles grues et la remise en état des portiques ; le taux d'occupation du quai est satisfaisant ; la politique de maintenance mise en place explique l'amélioration du taux de disponibilité des équipements ; le délai de séjour des conteneurs connaît une amélioration, passant de 178 minutes en 2020 à 82 minutes en 2024 ; le chiffre d'affaires est passé de 49,8 milliards de FCFA en 2020 à 59,6 milliards FCFA en 2024 ; la manutention est en continue ; la circulation est fluide à l'intérieur du Port de Douala ; les objectifs en termes de résultats financiers sont largement dépassés ; la RTC s'acquitte régulièrement du paiement de ses impôts et des redevances portuaires. Elle est passée au statut de société anonyme en 2023.

Tous les résultats consolidés en 05 ans d'activités de la RTC sont principalement le fruit de l'engagement des personnels de la RTC.

Dans les sillons des perspectives, la RTC envisage ; l'acquisition de nouveaux équipements ; le renforcement de la fourniture en énergie électrique ; la poursuite de rehabilitation des infrastructures, des voies de roulement, des bandes bord à quai et des caniveaux ; la construction d'un siège de la RTC ; la poursuite de l'amélioration du cadre et des conditions de travail des Personnels et Partenaires de la RTC ; la poursuite des campagnes périodiques ; la poursuite



Garantir la compétitivité de l'économie nationale

de l'accompagnement et du suivi des opérateurs les plus importants ; la poursuite de l'approche commerciale sur les plans national et international ; la construction d'un 4eme quai pour le terminal à conteneurs, avec l'accroissement des flux marchands.

En conclusion, sur un projet d'investissement décennal de 89 milliards Fcfa, la RTC a réalisé 58 milliards Fcfa en 05 ans, soit un taux d'exécution de 65%.

Cyrus NGO'O, en sa qualité de PCA de la RTC, a salué le management de la Regie pour les brillants résultats enregistrés entre 2020 et 2024. En 2025, il en appelle à la mobilisation de tous les acteurs pour une consolidation des acquis. « Les perspectives sont reluisantes

pour le terminal à conteneurs du Port de Douala » a-t-il affirmé avec forte occurrence. Dans sa prise de parole, le Directeur Général des Douanes a, lui aussi, adressé ses félicitations au top management de la RTC et du PAD pour les engagements respectés et les résultats affichés en 05 ans. Il a émis le souhait que la RTC poursuive sur cette lancée, en vue de réduire les coûts et délais de passage des marchandises. FONGOD Edwin NUVAGA a insisté sur la dématérialisation des procédures et l'amélioration de la qualité de service, aux côtés du Port de Kribi, afin de garantir la compétitivité de l'économie nationale.

Omer Kamga

COMMUNIQUE

Douala le 31 décembre 2024

INSTALLATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE CHANAS ASSURANCES S.A. MONSIEUR HENRI THÉODORE BAYOUAK DANS SES FONCTIONS

A l'issue du Conseil d'Administration Budgétaire de Chanas Assurances S.A. qui s'est tenu le samedi 07 décembre 2024 au Siège de la Société à Douala, a été désigné **Monsieur Henri Théodore BAYOUAK, Directeur Général de la Société Chanas Assurances S.A.** Il occupait jusqu'à sa nomination le poste de Directeur Général adjoint de Chanas Assurances S.A.

Monsieur Henri Théodore BAYOUAK, a été installé dans ses nouvelles fonctions le 30 décembre 2024. La cérémonie, qui a eu lieu au GAYA, Bonapriso à Douala, a réuni le Président du Conseil d'Administration, les membres du Conseil d'Administration de Chanas Assurances S.A., des autorités administratives, des chefs traditionnels, le personnel de l'Entreprise et la famille du nouveau Directeur Général. Cet événement met en lumière l'engagement de l'Entreprise à renforcer sa position de Leader dans le secteur des assurances au Cameroun.

Avant sa nomination au poste de Directeur Général, Monsieur Henri Théodore BAYOUAK occupait le poste de Directeur Général par intérim de Chanas Assurances S.A. depuis le 17 octobre 2024. Mathématicien de formation et visionnaire dans l'âme, Henri Théodore BAYOUAK incarne l'excellence africaine dans le secteur des assurances. Diplômé de la prestigieuse Université Polytechnique de Berlin, cet expert financier dirige aujourd'hui Chanas Assurances S.A. après 27 ans de carrière. Au-delà de ses fonctions de Directeur Général, il œuvre activement pour la démocratisation de l'assurance au Cameroun en pilotant le développement de solutions de micro-assurance au sein de l'ASAC. Son double engagement, professionnel et social, couplé à son expertise technique pointue, fait de lui une figure incontournable du paysage assurantiel camerounais et un pont culturel précieux avec l'Allemagne.

La nomination de M. Henri Théodore BAYOUAK s'inscrit dans une démarche stratégique ambitieuse visant à propulser Chanas Assurances S.A. vers de nouveaux horizons.



Dans ses propos, **Monsieur IGOR EMMANUEL SOYA BISSAYA** Président du Conseil d'Administration de Chanas Assurances déclare « **Monsieur le Directeur Général, vous êtes désigné dans un contexte où les opportunités du marché local et sous régional sont propices au développement d'une offre d'assurance diversifiée. Nous vous demandons donc de tout mettre en œuvre pour que dans les deux prochaines années, Chanas Assurances S.A redevienne la première Compagnie d'assurance au Cameroun** ».

Monsieur l'Administrateur Directeur Général de la SNH, le Ministre Adolphe MOUDIKI qui attache du prix à ce que le management de la compagnie se fasse dans la stricte conformité avec l'éthique, les lois et les règlements qui régissent le secteur des assurances, tout en rassurant le nouveau Directeur Général du soutien de la SNH actionnaire majoritaire.






Special St. Valentine

13 FEB TO 18 FEB

- 02 nights in Cairo based on BB (Bed & Breakfast)
- 03 nights in HURGHADA on All-Inclusive Basis.
- The service of meet and assist at all destinations.
- All transfers by bus A/C Vehicles.
- Full day tour to Pyramids & Egyptian Museum
- Dinner Nile cruise including show
- English speaking guide
- Entry visa
- Airfares
- 4 Stars Hotel

Double Room / person
950,000 XAF

Single Room / person
1,150,000 XAF

 Rue Ecobank, face Bicec parking, Bonanjo
 Egyptair.dlasales@euro-world.in
 www.egyptair.com

 690 59 87 05 / 671 42 79 09
698 66 74 63
   EGYPTAIR